

La Vie Politique

Les Intérêts



et la Sottise

ON arrête des communistes en Belgique, en Italie, en Espagne, en Hongrie. Une nouvelle inculpation pèse sur l'Humanité...

Et à la faveur de complots imaginaires, on tend partout à démontrer cette sottise, que c'est l'argent de « l'ennemi » national qui paye la propagande anti-capitaliste !

« L'ennemi » est resté, dans la langue de la paix, ce qu'il était pendant la guerre. Chaque jour, les journaux réactionnaires s'étonnent et se scandalisent de ne plus voir appliquer la loi martiale. Ils ont raison.

La proclamation de l'état de siège serait la conséquence logique de la politique intérieure des gouvernements de 1923 qui s'essoufflent à rechercher les moyens légaux de violer la loi dans une légalité de 1914, devenue tout à fait insuffisante pour la période actuelle de la lutte des classes.

Il faut avouer, avec franchise, la dictature de classe et faire des lois d'exception.

Il faut donner au mot « ennemi », son sens nouveau. Mais, pour le moment, on préfère entretenir des équivoques qui ne trompent plus personne...

« L'avenir dira, prétend le *Matin*, si les fonds reçus par les communistes belges, provenaient de Berlin ou de Moscou ».

Berlin ! Comme si les « ennemis » des communistes n'étaient pas à Berlin comme à Paris ! « Berlin » est comme Paris, un mot qui n'a un sens que dans la terminologie bourgeoise. Berlin, comme Paris, comme Bruxelles, comme toutes les villes et les nations du monde, est un champ de bataille où, séparés par un fossé hérissé de fils de fer, les « classes ennemies » conduisent la guerre l'une contre l'autre, une guerre à mort.

Berlin ?... Oui, tant qu'on voudra. Mais ce Berlin-là, que le gouvernement de Cuno déclare traître à la patrie pour n'avoir pas voulu établir avec lui l'union sacrée en face de l'occupation de la Ruhr.

L'OCCUPATION de la Ruhr a amené, en France, une mobilisation déguisée. Le gouvernement a décidé de maintenir la classe 21 sous les drapeaux. Et la classe proteste...

À l'occasion du récent voyage que M. Maginot, de moins en moins rassuré sur le moral de ses troupes, vient d'accomplir dans la Ruhr, l'agence Radio a fait paraître une note de l'un de ses envoyés qui a vendu bien grossièrement la mèche, le premier jour...

Ce Monsieur, dès l'annonce de l'arrivée du ministre, a été saisi par des industriels allemands de leur inquiétude au sujet du voyage ministériel.

« Est-il vrai, m'ont-ils demandé, raconte le correspondant de Radio, que le ministre de la guerre soit venu pour étudier la possibilité d'une extension de l'occupation et d'un renforcement des effectifs français ? »

J'ai affirmé à ces inquiets, que notre ministre n'avait d'autre but que de s'assurer par lui-même que nos soldats se trouvaient dans les conditions les meilleures, tant au point de vue matériel qu'au point de vue moral.

ET PAR AVANCE, JE LEUR AI DONNE

L'ASSURANCE QUE M. MAGINOT EMPORTERAIT DE SON SEJOUR UNE IMPRESSION CONFORME A CELLE QU'IL DESIRE RECEVOIR.»

Parbleu !

On ne saurait mieux dire...

Ce correspondant est-il un imbécile ou est-ce qu'il se f... de Maginot ?

ET pendant ce temps-là, on négocie entre magnats allemands du charbon et magnats français de la métallurgie dans la coulisse.

Les hommes politiques ont reçu des mots d'ordre de modération. Des deux côtés, on s'aperçoit que la guerre économique n'est pas une très bonne affaire, qu'il va falloir s'entendre le plus tôt possible. Qu'après tout, « plaie d'argent n'est pas mortelle », qu'on pourra toujours se rattraper sur les salaires, qu'on peut arriver à un compromis et que cela vaudra mieux que de laisser se développer cette propagande communiste qui avait l'audace d'annoncer ces jours-ci la réunion à Cologne d'une conférence ouvrière contre le capitalisme international !

Le discours de M. Cuno, au Reichstag, a marqué le point culminant de la résistance allemande. Toute la presse réactionnaire française avait espéré de sa part un langage plus énergique. On annonçait déjà la... rupture des relations diplomatiques. Les nationalistes allemands escomptaient un geste de désespoir...

La diplomatie française, lâchée par l'Italie, faisait, angoissée, contre mauvaise fortune, bon cœur, et louchait, inquiète, vers l'Angleterre. Le Temps se réservait. Le discours de Cuno, salué par le dépit des va-t-en-guerre allemands et français, a été accueilli avec un soupir de soulagement par le gouvernement français, désarmé par ses « désastres ». Et dès le lendemain, moins officiellement, mais plus complètement que M. Cuno, M. Stresemann a fait, au nom des industriels allemands, des offres d'accord.

« Il ne s'est pas seulement exprimé avec modération, dit le *Matin*, au sujet des réparations, mais il a insisté sur les garanties qui ont été et pourraient être offertes par l'industrie allemande. »

Et le *Matin* ajoute que M. Stresemann est considéré « comme le chancelier de demain. »

À Leipzig, le même jour, M. Sorge a déclaré devant un congrès d'industriels allemands que l'industrie était prête à des sacrifices « jusqu'aux limites du possible ».

Du côté français, M. Poincaré a fait à la commission des affaires étrangères, des déclarations d'où il résulte que pourvu qu'on sauvegarde son amour-propre, il acceptera toutes les combinaisons du futur consortium franco-allemand de la métallurgie. « Le jour où l'Allemagne comprendra la situation (?), le gouvernement français sera prêt à l'écouter et à examiner toutes les propositions officielles qu'elle lui fera. » Mais il ne veut pas de médiation. Puis il indique que l'appétit du Comité des Forges demeure encore puissant en déclarant qu'il lui faudra « plus que des promesses » pour lâcher les « gages » qu'il a été forcé (!) de prendre...

60 0/0 ou 40 0/0 ? Le débat reste ouvert.